

1 an de Macronneries, Solidaires finances ça suffa-t-y pas comme ca ?



Lira-t-on bientôt que ce qui faisait peu ou prou le modèle social français depuis la fin de la seconde guerre mondiale, avec son Code du Travail, sa protection sociale, ses services publics, a disparu « corps et âme » ? Même si, modèle incomplet et perfectible, il a connu de nouvelles avancées comme en 1968 et depuis pris des coups par les prédécesseurs de l'actuel occupant de l'Élysée.

Ne parlera-t-on plus que dans les livres d'histoire des conquêtes sociales issues des grèves et occupations de 1936 et du programme social né de la Résistance ? Ou encore de la journée de 8h entrée dans la loi il y aura bientôt cent ans – en 1919 – après d'âpres luttes qui firent des morts dans les rangs des manifestant-e-s ? De ces conquêtes sociales, parlerons-nous au passé à nos enfants ou petits-enfants qui ne pourront plus que s'imaginer ce qu'elles étaient avant eux-mêmes de mener de nouveaux combats ?

Est-ce en affranchissant les plus riches de tout ce qui contraint leur pouvoir de rentiers du Capital qu'Emmanuel Macron veut entrer dans les livres d'histoire dans le dédain des « gens qui ne sont rien » ? En effaçant les pages de nos conquêtes sociales ? C'est bien avec ce passé que le nouveau président entend désormais couper radicalement.

Les abcès de fixation se multiplient, et traduisent un ras le bol de choix politiques faits au détriment du plus grand nombre pour le profit de quelques un-e-s. Qui ne comprend pas que ces choix remettent en cause un modèle de société reposant sur le partage d'un patrimoine commun composé de services publics, de protection et lois sociales ?!! Qui ne comprend pas que ce sont nos retraités, nos enfants, nos malades, toutes celles et ceux que la vie a déjà fragilisés, toutes les victimes de ces choix, qui en souffriront ?!!

Nous laisserons-nous abuser ?



Derrière des apparences médiatiquement lisses, c'est bien d'une poigne de fer qu'il a commencé son œuvre de destruction, une inversion radicale de choix de société au profit des plus riches. Les autres, ces « **gens qui ne sont rien** », peuvent bien souffrir de cette politique et dépérir de ces mesures. En même temps que son gouvernement s'évertue à retirer toute contrainte aux entreprises et aux détenteurs de leurs capitaux, il s'applique à démanteler ce qui fait encore lien social et contribue encore à protéger les plus fragiles mais également le plus grand nombre des aléas d'une vie rendue toujours plus difficile par ces mêmes orientations.

Ce faisant, le président peut toujours déclarer que « les riches n'ont pas besoin de président, ils se débrouillent bien tout seuls »... Il leur facilite bien la vie pendant qu'il complique celle de tou-te-s ces autres français-e-s dont il est également censé être le président !

55% des français dresse un bilan « négatif » de l'action d'Emmanuel Macron !

Faut-il s'étonner que 78% de sondé-e-s estiment, dans un sondage Ipsos--Sopra Steria que la politique macroniste en matière de pouvoir d'achat et de réduction des inégalités sociales va dans le mauvais sens ? Ou serait-ce simplement une lucidité qui fait défaut à de grands médias ?!...

Début mai, le Ministre des Comptes Publics a encore fourni une belle illustration de ce « mauvais sens », dans sa quête de cure austéritaire, en pointant « le champ social, qui représente 50 % de la sphère publique et qui doit être audité ». Les prestations sociales sont dans le viseur du gouvernement pendant que la DGFIP s'apprête à voir encore ses moyens amputés de plusieurs milliers d'emplois... Comment croire à une quelconque volonté de lutte contre la fraude fiscale (80 milliards d'euros) quand le gouvernement promeut une loi sur le secret des affaires ?! ce n'est pas bien, nous menace-t-on, de dénoncer les malversations de votre patron, vilain lanceur d'alerte, salarié-e, syndicaliste, journaliste que nous pourrions être !



Justice sociale et fiscale, intérêt général, c'est pas Macron !

Un an de présidence d'Emmanuel Macron, c'est :



- d'un côté, pour les riches, les rentiers du Capital, le « ruissellement par le haut » pour les « premiers de cordée » : rien ne doit freiner l'Entreprise et les dividendes qu'elle reverse à ses actionnaires : casse du Code du Travail, réduction des missions de contrôle des services publics (fiscal, environnemental, industriel, protection du consommateur...), « droit à l'erreur » face à l'administration, loi sur le secret des affaires, en attendant la suppression de contraintes réglementaires - en particulier les seuils sociaux – souhaité par le patronat qui a toute raison d'espérer avec le futur « plan d'action pour la croissance et la transformation des entreprises » ... ; et puis il faut soigner ces riches - sait-on jamais, « la communauté du business » cher au président pourrait bien investir un jour et créer des emplois : remplacement de l'ISF par un impôt sur la seule fortune immobilière tout en annonçant la suppression de l'« exit tax », taxe « pour lutter contre l'exil fiscal » qui selon E. Macron aurait bridé l'installation d'entrepreneurs en France ...

- De l'autre, pour la grande majorité, la précarité et l'austérité pour le bien de l'Entreprise et surtout de ceux ci-dessus, les seuls et véritables privilégiés :

- Loi Travail XXL, le rapport de force renvoyé dans l'entreprise et ses facilités de licenciement pour l'employeur,

- Orientations de « CAP 2022 » ; casse des services publics ce « patrimoine de celles et ceux qui n'en ont pas », privatisations coûteuses pour l'usager, casse des CHS CT pour les salariés du privé et du public, réduction des moyens de se défendre face à son employeur avec la volonté de vider dans la Fonction Publique les Commissions Administratives Paritaires de leur rôle, un milliard d'économies exigé par le gouvernement dans l'hôpital public, hausse de la CSG non compensée pour les retraités et si précairement pour les fonctionnaires, restriction des droits de l'assurance chômage, « parcoursup » et sa ségrégation sociale à l'entrée de l'université, baisse des APL et des moyens pour l'habitat social... en attendant la retraite à points livrée au jeu d'une loterie financière.

Pour cette majorité, même les apparentes bonnes nouvelles à la sauce Macron cachent les factures à venir, car qui paiera au final la suppression de la taxe d'habitation ?



Encore plus pour les plus riches, toujours moins pour les autres !



C'est ça le bilan d'un an de présidence Macron : toujours plus de libéralités pour une minorité, toujours moins de droits pour une majorité. « La France est le pays au monde où les entreprises cotées en bourse reversent la plus grande part de leurs bénéfices en dividendes aux actionnaires », assure ce 14 mai un rapport de l'Oxfam. Nous sommes 73% à juger « autoritaire » le président élu il y a un an, un président que le magazine économique américain Forbes couronne « leader des marchés libres ».

Alors, nous, les « gens qui ne sommes rien », une majorité qu'il voudrait faire taire, accepterons-nous pour nous, nos proches, nos enfants et petits-enfants cet « univers impitoyable » ?

Réagissons !

